



ANTONIO NEGRI ET LA CONSTRUCTION DES ALTERNATIVES ALTERMONDIALISTES : VERS UNE POLITIQUE POSTSOCIALISTE DANS LA MONDIALISATION

[Étapes de traitement de l'article]

Date de soumission : 12-04-2025 / Date de retour d'instruction : 22-04-2025 / Date de publication : 15-07-2025

Djekolobé DJETEUBBE

École Normale Supérieure de N'Djamena (Tchad)

✉ djekolobe79@gmail.com

Résumé : Cet article fait suite à une réflexion menée au sujet de la construction des alternatives altermondialistes dans les débats contemporains. L'auteur se propose donc d'étudier le projet postsocialiste du philosophe Antonio Negri, figure intellectuelle et politique de la gauche révolutionnaire italienne dans les années 1970, qui a traversé tous les soubresauts de l'histoire de l'Italie actuelle. La pertinence de ses idées mises en avant au sujet du nouvel ordre dans la mondialisation permet d'élucider son projet pour un communisme de l'immanence, c'est-à-dire un mouvement communiste réel qui abolit l'état de chose actuel. Il reste aujourd'hui une figure emblématique des nouveaux mouvements sociaux d'obédience communiste.

Mots-clés : Mondialisation, altermondialisme, postsocialisme, communisme.

ANTONIO NEGRI AND THE CONSTRUCTION OF ALTER-GLOBALIST ALTERNATIVES: TOWARDS A POSTSOCIALIST POLICY IN GLOBALIZATION

Abstract: This article follows a reflection on the construction of alter-globalization alternatives in contemporary debates. The author therefore proposes to study the post-socialist project of the philosopher Antonio Negri, an intellectual and political figure of the Italian revolutionary left in the 1970s, who has survived all the upheavals of the history of present-day Italy. The relevance of his ideas put forward on the subject of the new order in globalization allows us to elucidate his project for a communism of immanence, that is to say, a real communist movement that abolishes the current state of affairs. He remains today an emblematic figure of the new social movements of communist obedience.

Keywords: Globalization, alterglobalization, postsocialism, communism.

Introduction

Antonio Negri considère que la mondialisation par le capital n'est pas synonyme de progrès humain et social. Celle-ci ne profite pas équitablement, selon lui, à tous. La vraie question qui préoccupe Antonio Negri est de savoir qu'est-ce qui va réguler le capital mondial ? Pour lui, la résistance nationale n'est plus un rempart. Seule la poursuite de la construction d'ensemble peut permettre de bâtir des alternatives globales au nouvel ordre mondial à travers ce qu'il appelle les multitudes, les mouvements de résistance. Le pouvoir de la multitude introduit donc une nouvelle étape vers la construction des alternatives globales.

Pour mener à bien la réflexion, nous essayerons d'aborder trois idées sur Antonio Negri qui ont toutes à voir avec l'ordre du monde contemporain et avec les stratégies possibles de construction d'alternatives politiques. Nous commençons d'abord par l'itinéraire d'Antonio Negri en tant que militant, homme politique et philosophe qui a marqué l'histoire des mouvements ouvriéristes des années 1970 en Italie (Negri, 2011, p. 8). À la suite de cet itinéraire, nous examinerons le nouvel ordre du monde décrit par Antonio Negri (2001, p. 3). C'est à cette examination que nous étudierons le projet postsocialiste d'Antonio Negri et le besoin que nous avons de nos jours pour l'amélioration de notre condition de vie et la possibilité d'une solution alternative typiquement post-mondialiste qui pourrait peut-être amener à transformer l'ordre capitaliste actuel.

1- Antonio Negri : parcours d'un militant, homme politique et philosophe italien

Dans cette section, nous voulons retracer l'itinéraire d'Antonio Negri de l'enfance dans les atroces années de guerre italienne à l'apprentissage de la philosophie. Nous allons ensuite rappeler son leadership dans le militantisme communiste comme théoricien des mouvements ouvriéristes à travers ses contributions à la relecture de Karl Marx et son engagement en faveur de la politique de l'extrême gauche italienne. Nous terminerons enfin avec son inculpation, son incarcération, son procès, sa libération et son influence aujourd'hui comme l'un des maîtres à penser de l'altermondialisation.

En effet, Antonio Negri alias Toni Negri est un militant, homme politique et philosophe italien. Il est né le 1er août 1933 à Padoue, en Vénétie, au nord de la péninsule italienne et décédé le 16 décembre 2023 à Paris dans la commune de Villejuif à l'âge de 90 ans. Il est troisième enfant d'une famille modeste, avec une mère institutrice catholique et un père membre fondateur du Parti Communiste Italien (PCI), qui est capturé par des fascistes, torturé, et qui décède quand Antonio Negri a trois (03) ans (Sintomer, 2023). Selon Antonio Negri :

Le royaume d'Italie de Victor-Emmanuel III est plongé dans la double décennie fasciste : en 1922, la Marche sur Rome marque la prise du pouvoir par Benito Mussolini et son mouvement politique. Celui-ci ne tombera qu'en 1945, avec la chute du dernier



avatar du fascisme italien : la République sociale italienne ou république de Salò, État fantoche établi en 1943 autour de Mussolini mais dirigé par l'Allemagne de Hitler (Negri, 2018, p. 9).

Antonio Negri affirme avoir une quinzaine d'années au moment où la constitution de la République italienne entre en vigueur, le 1er janvier 1948. Au début des années 1950, Antonio Negri s'est inscrit à la Faculté des Lettres de sa ville natale pour y étudier la philosophie. Durant ses études universitaires, il milite activement dans des organisations catholiques, puis dans le mouvement socialiste. Il s'engage tout d'abord dans la « Jeunesse Italienne de l'Action Catholique » (GIAC). Ensuite, il tente d'organiser au sein de la GIAC un groupe d'opposants progressistes.

En 1952 et 1953, il se perfectionne en philosophie à l'École Normale Supérieure de Paris. Il soutient sa thèse de philosophie, sous la direction d'Umberto Padovani, professeur de philosophie morale à l'Université de Padoue. À cette époque, il est le principal élève du doyen de la faculté, le philosophe catholique Enrico Opocher, dont il deviendra par la suite l'assistant. À la fin des années cinquante, il séjourne à Tübingen en Allemagne fédérale, où il s'intéresse au marxisme à travers les œuvres des tenants de l'« École de Francfort ».

Jeune professeur à l'Institut des Sciences politiques de l'Université de Padoue où il enseigne la philosophie politique, Antonio Negri milite activement dans la gauche du Parti socialiste italien à la fin des années cinquante. Il fonde avec Mario Tronti, Raniero Panzieri en particulier les Quaderni Rossi (Cahiers rouges) en 1960. Chef de file avec le premier des théoriciens de l'opéraïsme italien, il a participé jusqu'en 1963 aux Quaderni Rossi (Negri, 1996, p. 12).

Selon Florent Georgesco, il « contribue à fonder à partir d'une mouvance marxiste hétérodoxe en rupture avec le Parti communiste italien de l'époque, ce qu'on a appelé l'"opéraïsme" » (Georgesco, 2023), un courant marxiste italien dont l'objectif est de créer un pouvoir ouvrier de grande envergure à travers l'usage révolutionnaire. De plus, il collabore de 1961 à 1963 à un journal socialiste de Padoue, proche des positions des Quaderni Rossi (Cahiers rouges), *Progresso Veneto* (Progrès Vénitien). Lors de la scission qui se produit dans l'équipe de Raniero Panzieri en 1963, il se joint au groupe de Mario Tronti qui va fonder l'année suivante le journal *Classe Operaia* (Classe ouvrière).

En 1967, Antonio Negri devient professeur, titulaire de la chaire des doctrines de l'État à l'Institut des Sciences politiques de l'Université de Padoue. Il deviendra rapidement le directeur dudit Institut. Selon Michael Löwy, « Le jeune Negri s'intéresse beaucoup à Kant, Hegel, Dilthey, Max Weber, Karl Mannheim, qui font l'objet de ses premiers travaux philosophiques, mais reste indifférent à Marx, encore identifié au diamant stalinien » (Löwy, 2017, p. 14). Il a publié sur l'histoire de la pensée politique, du droit

et de la philosophie allemande et française. Il a traduit en italien les *Écrits de philosophie de droit* de Hegel. Ce n'est qu'au cours des années 1960 qu'il découvrira, grâce à Lukács, et à ses amis opéraïstes, le Marx de la lutte de classes.

Antonio Negri commence alors à s'intéresser à l'étude de Karl Marx. Il rédige ses principaux essais sur Marx durant les années 1967-1980, lesquelles années révélées être les plus troublées de l'Italie d'après-guerre. Ce pays connaît, en effet, durant cette période une instabilité politique, sociale et économique sans précédent, jusqu'aux formes les plus diverses de terrorisme. Entretemps, les écrits d'Antonio Negri sont orientés dans une nouvelle perspective marxiste. Ses contributions principales à la théorie marxiste sont :

Keynes et la théorie capitaliste de l'État (1968), Marx sur le cycle de la crise (1968), Crise de l'État-plan, communisme et organisation révolutionnaire (1971), Prolétaires et État (1976) regroupés en français sous le titre : *La classe ouvrière contre l'État* (1978) ; *Partito operaio contro il lavoro in Crisi e organizzazione operaia* (1974), *La fabbrica della strategia, 33 lezioni sul Lenin* (1973), *Il dominio e il sabotaggio* (1977), *La Forma-Stato, per la critica dell'economia politica della Costituzione* (1978), *Del operaio-massa all'operaio sociale* (1979) et enfin *Marx au-delà de Marx* (Negri, 1996, p. 12).

Toutes ces idées d'Antonio Negri d'obédience marxiste constituent, pour le groupe de Classe operaia, le fondement de la lutte ouvrière. Dès lors, Antonio Negri devient le théoricien de l'« ouvriérisme » d'obédience marxiste. Il milite dans de nouveaux groupes qui vont se constituer pour soutenir des luttes ouvrières, en particulier à Porto Marghera, Milan et Turin, durant les événements de l'« automne chaud » de 1969.

En 1969, Antonio Negri joue un rôle déterminant dans la création de *Potere Operaio*, c'est-à-dire « Pouvoir ouvrier », une organisation qui joint à l'apologie habituelle de l'existentialisme : « L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes » (Marx & Engels, 1976, p. 111). Dans un article intitulé *Négrisme & Tute bianca* : une contre-révolution de gauche, paru au journal *Mutines Séductions*, Crisso Odoteo, Griphos et Manconi Luigi rapportent que l'objectif principal de la création de *Potere Operaio* est de parvenir à la centralisation des luttes plus efficaces pour « assurer dans les faits l'hégémonie de la lutte ouvrière sur la lutte étudiante et prolétaire [...] pour planifier, guider, diriger les luttes ouvrières de masse » (*Mutines Séductions*, 2004, p. 17). Le *Potere Operaio* est dissout en 1973 sans avoir réussi à centraliser et diriger quoi que ce soit. Il est né de ses cendres le bloc politique dénommé *Autonomia Operaia*, c'est-à-dire « Autonomie ouvrière », lui aussi obsédé par les fantasmes léninistes de la conquête du pouvoir.

Antonio Negri devient une figure importante des mouvements de contestation politique et sociale d'extrême gauche dans les années 1970 en Italie à travers toutes ces



idéologies. Il est accusé d'avoir créé une association subversive, de bande armée et « d'insurrection armée contre l'État et de terrorisme » (Negri, 2011, p. 10). En quelques mois, les inculpations contre Antonio Negri se multiplient jusqu'à inclure l'insurrection armée contre les pouvoirs de l'État, la séquestration, la captivité et le meurtre du dirigeant démocrate-chrétien Aldo Moro. Les réquisitoires contre Antonio Negri découlent de sa prise de position selon laquelle « Le recours à la violence pouvait être un instrument de lutte » dans la crise italienne (Negri, 2011, p. 10). Cette prise de position lui a valu d'être soupçonné comme le chef occulte des Brigades rouges (milice armée de la révolution ouvriériste) et le responsable à la fois politique et matériel de la mort d'Aldo Moro. Antonio Negri est, en outre, accusé d'avoir corrompu la jeunesse, vieux grief qui n'est pas tout à fait nouveau dans l'histoire de la philosophie comme en rappelle le procès de Socrate.

Le périple judiciaire d'Antonio Negri commence le 07 avril 1979, au moment où il est arrêté et incarcéré en 1979 avec des dizaines d'autres militants au cours d'un coup de filet contre les mouvements d'Autonomia Operaia. Il est placé dans des prisons de haute sécurité. Comme il le raconte lui-même dans *Travail vivant contre capital*,

Lors du premier mandat d'arrêt, en 1977, j'ai été en France quelques mois, puis je faisais l'aller-retour entre Milan et Paris, jusqu'en avril 1979 où ils m'ont mis en prison, dans un quartier spécial, comme prisonnier politique. Je suis resté jusqu'en 1983, puis j'ai été élu député, je suis sorti de prison début juillet, et en septembre 1983, la Chambre m'a enlevé l'immunité parlementaire alors je suis parti en France, où je suis resté jusqu'en 1997 (Negri, 2018, p. 66).

En décembre 1980 éclate une révolte dans la prison de Trani, où Antonio Negri est détenu : « Victime de l'image médiatique du « mauvais professeur », Negri fut incriminé sous l'accusation d'en être l'un des instigateurs (cinq ans plus tard, en conclusion du procès, il sera acquitté) » (Mutines Séductions, 2004, p. 19). Dans sa prison, Antonio Negri affirme avoir continué à écrire :

Les quatre premières années de prison étaient dures, et c'est à cette époque que j'ai écrit sur Spinoza. Il s'agit de penser la défaite. Pas seulement sur le plan politique, il fallait la comprendre aussi du point de vue théorique : une époque était terminée. C'était extrêmement important pour moi de prendre acte de la fin de l'époque de la lutte ouvrière telle que je l'avais connue. Et donc les quatre années que j'ai passées en prison ont été quatre années d'analyse de ce qui s'était passé, et de rechercher d'une continuité au-delà de la défaite. Il ne fallait pas se repentir, il fallait maintenir une continuité, malgré une défaite qui avait ses raisons politiques. (Negri, 2018, pp. 66-67).

Antonio Negri est beaucoup plus intéressé à consolider l'État qu'à le subvertir. Dans ses écrits, il commence à formuler l'hypothèse aberrante de la dissociation. Dépouillé de toute dignité, Antonio Negri suggère à l'État de concéder des facilités judiciaires à

ceux des détenus politiques qui répudieraient publiquement l'usage de la violence et qui déclareraient objectivement terminé la guerre contre l'État. L'idée d'Antonio Negri commence à se répandre dans les prisons.

En 1982, un document est diffusé et signé par 51 prisonniers politiques dans lequel est déclaré close l'époque de la révolte armée contre l'État. En février 1983, commence le procès contre Antonio Negri et les autres inculpés arrêtés le 07 avril 1979. Antonio Negri est acquitté des accusations portées contre lui. Profitant de la clameur du procès, le Parti radical, qui regroupe les bourgeois démocrates, partisans de la non-violence et du pacifisme, lui propose d'être candidat sur ses propres listes lors d'imminentes élections. Une fois élu, ce serait pour lui la liberté grâce à l'immunité parlementaire. Le Parti exige cependant à Antonio Negri que, dans le cas où le Parlement lui retire son immunité, il reste de toute façon en Italie et continue à mener depuis la prison la bataille pour sa libération. Antonio Negri accepte la candidature et promet au Parti qu'en aucun cas il ne va s'enfuir à l'étranger. Élu à la Chambre des députés le 26 juin 1983, il sort de prison le 08 juillet de la même année.

La libération d'Antonio Negri provoque la colère des forces politiques conservatrices qui travaillent tout l'été pour fixer au 20 septembre le vote sur la levée de son immunité parlementaire. À la veille de ce vote, le 19 septembre 1983, Antonio Negri se réfugie en France. Le lendemain, le Parlement lui retire l'immunité par 300 voix contre 293. Le 26 septembre 1983, il est condamné par contumace, du fait de sa fuite en France, dix-sept ans et quatre mois de prison pour son militantisme politique dans les années 1960 et 1970. En France, Antonio Negri n'a pas connu les vicissitudes de la vie de l'exilé. Car professeur d'université de réputation mondiale, il est, dès novembre 1983, nommé membre étranger du conseil du Collège international de philosophie.

De 1984 à 1997, alors qu'en Italie l'État approuve sa suggestion et promulgue une loi qui récompense la dissociation, Antonio Negri enseigne à l'Université de Paris VIII, à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm et au Collège international de philosophie. En outre, il effectue des recherches sociologiques pour le compte de divers ministères et d'autres institutions gouvernementales françaises. Antonio Negri a passé ses années d'exilé en France sans papiers, il est protégé par la « doctrine Mitterrand » comme la plupart des « émigrés politiques » italiens. Durant cette période d'exil, Antonio Negri publie plusieurs livres et partage des affinités avec les intellectuels poststructuralistes français tels que Gilles Deleuze et Félix Guattari qu'il avait connus dans les années 1970 (Negri, 2011, p. 11). Parmi ses interventions de ces années-là, il faut rappeler d'abord son adhésion à la demande d'une amnistie qui décrète la fin des luttes des années 1970. Ensuite, sa sympathie pour le nouveau parti de la Lega (parti raciste, défenseur des intérêts des petits et moyens entrepreneurs, né en Vénétie, ce qui n'est pas un fait du hasard dans l'histoire de cette péninsule d'Italie, bastion de la contestation dont Antonio Negri est originaire). Et enfin, sa réconciliation publique



avec l'ancien ministre de l'intérieur italien Cossiga, principal responsable de la répression du mouvement à la fin des années 1970.

Le 1er juillet 1997, Antonio Negri retourne volontairement en Italie. Il est de nouveau incarcéré à la prison romaine de Rebibba où il doit purger le reliquat de ses peines réduites (notamment du fait de deux remises générales concédées en 1986 et 1988) et chercher ainsi à trouver une issue politique aux « années de plomb » comme il aime à le dire (Negri, 2011, p. 9).

En juillet 1998, Antonio Negri obtient le droit de travailler à l'extérieur dans une coopérative de volontaires liée à Caritas puis, en août 1999, il est mis en semi-liberté, c'est-à-dire il sort de prison le matin pour y rentrer le soir. Il est définitivement libéré en avril 2003 après avoir passé onze ans et demi derrière les barreaux (Negri, 2011, p. 12).

L'un des plus grands auteurs qui caractérise la pensée philosophique à l'aune de la mondialisation, Antonio Negri revient à l'avant-scène avec la publication de son livre *Empire* en 2000, co-écrit avec Michael Hardt et dont la pertinence est saluée mondialement. Il a également co-écrit avec Giuseppe Cocco en 2007 *Global. Lutttes et biopouvoir à l'heure de la mondialisation : le cas exemplaire de l'Amérique latine*. Il est le point de référence théorique des mouvements ouvriéristes des années 1970 et demeure l'une des figures marquantes de l'opéraïsme de matrice marxiste italienne et de l'altermondialisme aujourd'hui.

2-Le nouvel ordre du monde vu par Antonio Negri

L'horizon théorique de la réflexion d'Antonio Negri est balisé par la thèse du passage de la souveraineté des États-nations à une nouvelle forme mondiale. Selon cette thèse, les États actuels seraient aux prises avec une mutation d'envergure caractérisée, comme l'affirment Antonio Negri et Michael Hardt, par « la souveraineté déclinante des États-nations et leur incapacité croissante à réguler les échanges économiques et culturels sont en fait les premiers symptômes de l'avènement de l'Empire » (Negri et Hardt, 2000 : 16). De cette incapacité des États-nations émergent de nouvelles formes de modalités de régulation et de reproduction mondiales désignées sous le vocable de mondialisation.

Antonio Negri énonce une hypothèse selon laquelle nous assistons à une série d'événements politiques qui confirment les analyses de la tendance mondialiste qui a été identifiée à travers le monde. L'ordre mondial fait référence à divers modèles de signification au-delà du simple cadre international. Il est utilisé par Antonio Negri pour décrire toutes les interconnexions du monde actuel (Negri, 2011 : 42). C'est une volonté supposée d'en finir avec l'État-nation comme cadre d'administration politique et de référence identitaire.

Selon Antonio Negri et Michael Hardt, nous assistons, au niveau mondial, à une nouvelle forme de souveraineté qui est aujourd'hui en train d'apparaître, une souveraineté décentrée, prise dans un réseau de souverainetés. Ils écrivent à ce sujet : Premièrement, l'idée que l'ordre présent naît en quelque façon spontanément de l'interaction de forces mondiales radicalement hétérogènes, comme si cet ordre était un harmonieux concert orchestré en cachette par la main naturelle et neutre du marché mondial : et deuxièmement, l'idée que l'ordre est dicté par une puissance unique et un seul centre de rationalité transcendante aux forces mondiales, guidant les différentes phases de l'évolution historique selon un plan volontaire et omniscient, quelque chose comme une théorie de conspiration de la mondialisation (Negri et Hardt, 2000, p. 25-26).

Cette nouvelle souveraineté mondiale, pour reprendre ainsi l'expression d'Antonio Negri, est fondamentalement différente des impérialismes qui se sont développés pendant la période moderne à partir de l'Europe, des États-Unis et du Japon (Negri, 2011 : 42). L'impérialisme moderne se fondait sur la souveraineté de l'État-nation dominant, et impliquait l'extension de cette souveraineté nationale sur des territoires étrangers soumis. De nombreuses nations impériales avaient des aspirations mondiales, mais chacune d'entre elles ne pouvait de fait dominer qu'une partie du monde. Ces pouvoirs impérialistes modernes ont fini par entrer en conflit les unes avec les autres, et les deux horribles guerres mondiales que nous savons, et tout un cortège d'autres atrocités qui en découlent.

Selon Antonio Negri, nous pouvons repérer trois caractéristiques centrales de l'impérialisme à l'époque moderne, qui ont aujourd'hui changé :

D'abord, la structure de la souveraineté impériale, essentiellement soutenue par l'État-nation. Et encore : quand un pouvoir souverain national était étendu à des territoires étrangers, il apparaissait une nette séparation entre le sujet dominant et le sujet dominé (peu importe qu'il soit agi d'un territoire ou d'un État-nation), entre le dedans et le dehors. Enfin, à l'époque moderne, il n'y avait pas une seule nation impérialiste : l'impérialisme lui-même impliquait toujours une compétition entre différentes nations impérialistes, et un conflit potentiel toujours présent (Negri, 2011 : 43).

Aujourd'hui, la mondialisation qui est en train d'apparaître ne se base plus sur la souveraineté nationale. Sa souveraineté est mondiale, et en tant que telle, elle efface toutes les différences entre le dedans et le dehors. En analysant la mondialisation, elle ne se fonde pas sur la souveraineté nationale, cela ne signifie bien entendu pas soutenir que les États-nations ne soient plus importants. Comme l'affirme Antonio Negri lui-même, « ils conservent évidemment leur importance – et certains sont plus importants que d'autres » (Negri, 2011 : 44). Le pouvoir de la mondialisation implique les États-nations, mais il s'étend bien au-delà de leurs prérogatives. Ainsi, le nouvel ordre mondial se fonde sur une constitution mixte qui est définie par une collaboration



constante au niveau mondial entre les forces monarchiques et les forces aristocratiques.

Selon Antonio Negri, le Pentagone constitue un exemple convainquant pour cette constitution mixte. Pour lui, le Pentagone est une puissance monarchique à l'intérieur de la dimension militaire mondiale : « le Pentagone agit souvent sur la base de décisions unilatérales. Pensons encore au gouvernement des États-Unis, qui se comporte de manière absolument monarchique quand il gouverne de fait les affaires politiques et économiques internationales » (Negri, 2011 : 44). L'autre souligne, en outre, qu'il y a également les forces aristocratiques mondiales.

En effet, outre les États-Unis qui gouvernent les affaires politiques et économiques à l'échelle mondiale,

il faudrait y inclure les autres États-nations dominants, de même que toutes les autres forces qui ne constituent pas un État à savoir les principales multinationales capitalistes, les institutions internationales comme les Nations Unies, les institutions économiques supranationales comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, et toute une autre série d'autres pouvoirs (Negri, 2011, pp. 44-45).

Cela présuppose que les forces monarchiques ne peuvent pas gouverner toutes seules ce monde, et elles doivent en permanence travailler ensemble avec les différentes aristocraties mondiales. Autrement dit, cela signifie qu'aucun État-nation ne peut gouverner le monde de manière unilatérale, même le plus puissant d'entre eux, même le cas exemplaire des États-Unis évoqué par Antonio Negri.

La constitution mixte implique une collaboration entre les forces monarchiques et aristocratiques mondiales. Elle représente, aux yeux d'Antonio Negri, une bonne introduction au concept de souveraineté mondiale. Il s'agit d'une approche conceptuelle innovante et articulée, qui considère le monde comme un « nœud de pouvoir » pour reprendre ainsi l'expression d'Antonio Negri. Il considère la souveraineté mondiale comme une forme de réseau développé et, dit-il, « un réseau développé n'a pas de centre ; il possède plutôt des nœuds, qui peuvent se connecter entre eux de manière différente » (Negri, 2011 : 45). Antonio Negri utilise le mot nœud qui signifie tout à la fois un filet et un réseau. Nous pouvons donc le comprendre aussi à la fois par « maillage » et par « réseau », tout en conservant dans la pensée d'Antonio Negri son insistance sur les « nœuds » du maillage qui sont autant de connections dans la structure du réseau.

Dans cette représentation, les États-nations dominants, les plus grandes multinationales capitalistes, les institutions supranationales et les autres pouvoirs mondiaux ne sont rien d'autre que des nœuds dans le réseau de la souveraineté mondiale, et ils peuvent fonctionner ensemble à des moments différents et selon des combinaisons variées.

Le principe de réseau permet d'éclaircir une affirmation qu'Antonio Negri avait faite précédemment, à savoir que la distinction entre le dedans et le dehors tend à s'effacer

dans la mondialisation. Car dans chaque réseau étendu, il existe bien entendu des éléments extérieurs. Mais chaque nœud du réseau a potentiellement été inclus, ce qui signifie que la limite entre le dedans et le dehors du maillage devient indéfinie. Il y a donc au plan mondial des réseaux mondiaux qui se créent. C'est dans cette optique qu'Antonio Negri et Giuseppe Cocco pensent que le nouvel ordre du monde invite à la recherche d'un nouvel axe de souveraineté et, dans le même temps « le dépassement de certaines ambiguïtés nationales s'avère alors inévitable » (Negri et Cocco, 2007, p. 18).

Avec le nouvel ordre mondial, la souveraineté nationale semble être inopérante. Mais cela ne signifie pas que le pouvoir des États-nations est anéanti par la mondialisation. Il faut le dire avec beaucoup de prudence. Car beaucoup de théoriciens et acteurs prétendent, et autant le contestent, que les divers phénomènes communément évoqués sous le vocable de mondialisation ont érodé, ou même anéanti, le pouvoir des États-nations. Il ressort de notre analyse que souvent ces deux thèses sont admissibles. En réalité, toutes les deux sont vraies. La mondialisation n'est pas un choix, mais un fait. Une réflexion objective consistera, non en l'accusation, mais l'adaptation. Puisque les États-nations continuent quand même à remplir des fonctions utiles à l'implantation de la mondialisation aussi bien politique qu'économique tout en perdant leur rôle en matière d'autorité souveraine.

La coexistence entre la souveraineté nationale et le nouvel ordre mondial peut être considérée comme une alternative, une sorte d'équation : d'un côté, on affirme que puisque la mondialisation est une réalité, les États-nations ne comptent plus ; de l'autre, on dit que puisque les États-nations existent encore, il n'y a pas de mondialisation. Nous soutenons quant à nous qu'il s'agit d'une fausse alternative. Les États-nations dominants sont encore puissants, mais ils ne représentent plus le pouvoir ultime. Comme la structure en réseau de l'ordre mondial inclut les États-nations et d'autres pouvoirs, il faut dire que les deux instances continuent à exercer en collégialité le pouvoir. Il n'y a pas de dehors et de dedans, ou plus exactement que la distinction entre le dedans et le dehors est constamment effacée. L'ordre mondial fonctionne à travers la prolifération de hiérarchies et de divisions internes à sa propre structure.

La structure en maillage de l'ordre mondial est parfaitement adaptée aux besoins du marché mondial et des circuits productifs du capital global. Comme l'indique Antonio Negri, « le capital a toujours besoin de ce genre d'inclusion entre les sphères de sa production et celle de la consommation » (Negri 2011, p. 48). C'est une inclusion qui doit toujours fonctionner à travers les stratégies de coexistence considérée comme la forme politique la plus adaptée au régime néolibéral mondial.

Il faut reconnaître que l'ordre mondial n'est pas comme une donnée de fait, ou comme étant réalisé, mais comme une tendance projetée vers le futur. L'ordre mondial est un réseau de pouvoir caractérisé par un esprit collaboratif entre la souveraineté nationale et la souveraineté mondiale capables de maintenir les hiérarchies de pouvoir. La



mondialisation est la forme à travers laquelle le capital et son régime néolibéral peuvent conserver et garantir leur ordre mondial. Cet élément fait de la tendance néolibérale une nécessité. Il est intéressant de se poser la question à quelle date est advenu cet ordre du monde ?

L'ordre du monde est associé à des phénomènes devenus de plus en plus mondiaux. Antonio Negri situe son origine à partir des « mouvements sociaux en Chine en 1989, de l'écroulement du système soviétique, de l'échec américain au Vietnam, ou encore de la chaîne mondiale de révolte » (Negri, 2011, p. 51). Cet ordre du monde signifie donc une mondialisation de l'économie de marché marquée par la dérégulation, la spéculation financière et un retour à un capitalisme indompté. Mais cet ordre du monde n'est pas encore réalisé, c'est un processus en cours de réalisation.

Dans tous les cas, même si cet ordre mondial n'est pas encore totalement réalisé aujourd'hui, nous pensons qu'il correspond à la forme émergente du pouvoir mondial auquel nous devons assister demain. Nous sommes en train d'y réfléchir aujourd'hui, parce que c'est ce qui permettra de l'affronter demain.

3- Une politique postsocialiste dans la mondialisation

Antonio Negri constate que nous vivons une période transitoire où le pouvoir des États-nations s'affaiblit, le multilatéralisme a disparu et le coup d'État des États-Unis pour dominer le monde a échoué. Il s'agit de la fin du modèle social-démocrate, implosion des « pays socialistes ». Alors la question est de savoir quel est l'avenir du socialisme à l'ère de la mondialisation.

Pour répondre à cette question, Antonio Negri, revisite les moments forts de l'histoire du socialisme depuis 1989 : de la naissance du zapatisme à l'émergence du mouvement altermondialiste, des grèves de 1995 en France à la montée en puissance du travail précaire dans l'ensemble du monde. Toute ces séries d'événements conduisent Antonio Negri à affirmer qu'« il serait intéressant de se demander à quelle date est advenu ce passage de l'impérialisme à l'Empire – peut-être s'agit-il des mouvements sociaux en Chine en 1989, de l'écroulement du système soviétique, de l'échec américain au Vietnam, ou encore de la chaîne mondiale de révolte autour de 1968 » (Negri, 2011, p. 51).

Loin de toute résignation, comment, aujourd'hui, inventer de nouvelles voies de la transformation sociale comme un programme postsocialiste ? Antonio Negri montre que, face à la reconfiguration des pouvoirs, le bien commun n'est pas un vain mot ; œuvrer à la réalisation du communisme est maintenant, plus que jamais, possible.

En effet, Antonio Negri diagnostique les formes contemporaines de l'exploitation et esquisse les nouvelles lignes postsocialistes à travers la multitude des singularités qui remplacera la république de la propriété où « chacun vit le paradoxe d'être à la fois

exploitant et exploité ». La multitude est forgée à travers les interactions sociales collaboratives.

Il est donc question de chercher à comprendre ce qui a disparu et ce qui vit encore dans le socialisme qu'Antonio Negri veut conceptualiser du point de vue philosophique comme un programme postsocialiste dans le cadre de la mondialisation.

Le programme postsocialiste d'Antonio Negri est une idée née suite aux transformations contemporaines avec le phénomène de la mondialisation capitaliste et d'importants changements organisationnels, institutionnels et systémiques qui en découlent. Cette transformation contemporaine du monde crée des réalités nouvelles. Il est donc important de réinventer la solidarité au sein d'une société où la précarité tend à s'installer durablement comme nouveau défi politique, économique, social et le besoin que nous avons de nos jours pour l'amélioration de notre condition de vie.

Antonio Negri analyse les transformations contemporaines en réévaluant quelques aspects fondamentaux des stratégies politiques et économiques de la tradition socialiste. Selon lui, « les stratégies socialistes de modernisation économique étaient fondées sur une conception des stades de développement qui est désormais inutilisable. Elles étaient en effet totalement construites sur le modèle du développement capitaliste » (Negri, 2011, p. 67). Il y a lieu de se demander si ces stratégies socialistes étaient pertinentes par le passé et qu'elles ont perdu leur valeur aujourd'hui. C'est à cette analyse et cette réévaluation des stratégies socialistes inopérantes que l'auteur parle d'un programme postsocialiste comme une période transitoire entre le socialisme et la mondialisation capitaliste.

Dans la pensée d'Antonio Negri, la mondialisation capitaliste n'a pas réussi à se globaliser. Elle se développe à travers les grandes entreprises et multinationales. Par conséquent, elle ne travaille pas pour la coopération sociale, ni pour la construction du commun. Or, la construction du « commun » apparaît chez Antonio Negri comme potentiellement salvateur du genre humain. Il écrit : « c'est exactement ici que la coopération sociale se présente comme "commune" : non plus en tant qu'ensemble de biens naturels exploitables, mais comme accumulation d'activités sociales, de savoirs, de passions – le commun "intellect général", comme Marx l'appelait » (Negri, 2018, p. 94).

La préoccupation d'Antonio Negri est d'arriver à relier l'ontologie marxienne à la réalisation d'un projet de société qui peut être appelé postsocialiste, mais qui est en réalité communiste. C'est dans cette perspective que son livre *Empire*, co-écrit avec Michael Hardt, peut être considéré comme un « manifeste politique révolutionnaire » pour le communisme de notre temps (Negri et Hardt, 2000, p. 95). Bien que la réflexion d'Antonio Negri et Michaël Hardt dans *Empire* soit devenue de renommée mondiale, une partie de l'opinion intellectuelle critique ce projet de société postsocialiste.



Dans son article en ligne, « La puissance du commun », le philosophe Stéphane Haber perçoit dans *Empire* le retour à un marxisme « économiciste » avec pour centre de gravité « une critique du capitalisme contemporain d'inspiration communiste » (Haber, 2010). Dans la même perspective que Stéphane Haber, Pierre Bance affirme que « Si l'on arrive à la lecture de Michael Hardt et d'Antonio Negri, [...] ils ne font que reprendre » la vieille thèse marxiste (Bance, 2013, p. 2). Jacques Rancière se montre le plus critique des critiques de la philosophie d'Antonio Negri et Michaël Hardt lorsqu'il considère *Empire* comme le copier-coller de « la vieille thèse marxiste selon laquelle le capitalisme serait son propre fossoyeur. Le mode de production capitaliste serait voué à exploser sous l'effet même des nouvelles forces productives qu'il développe et qui portent en elles-mêmes un nouveau monde social » (Rancière, 2009, p. 162). Antonio Negri ne se laisse pas impressionner par cette critique. Selon lui, il est impossible d'être communiste sans Karl Marx : « Quand le discours de l'émancipation ne repose pas sur l'ontologie, il devient utopie, rêve individuel et laisse les choses en l'état » (Negri, 2010a, p. 51). Comme la plupart des philosophes politiques de la praxis, Antonio Negri pense que la philosophie n'est qu'un moyen au service de l'action, seule constituante. « L'imagination philosophique, dit-il, peut colorer le réel, mais elle ne peut pas remplacer l'effort de faire-histoire : l'événement est toujours un résultat, et non pas une origine » (Negri, 2010b, p. 219).

Dans *Multitude : guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*, Antonio Negri et Michael Hardt écrivent : « un ouvrage philosophique [...] n'est pas le lieu pour dire si le temps de la décision politique révolutionnaire est imminent ou non » ni « ne saurait répondre à la question "que faire" » (Negri et Hardt, 2004, p. 403). Alain Badiou partage ce point de vue lorsqu'il affirme que « ce livre, je veux y insister, c'est un livre de philosophie. Contrairement aux apparences, il ne traite pas directement de politique (même s'il s'y réfère) ni de philosophie politique (même s'il propose une forme de connexion entre la politique et la philosophie) » (Badiou, 2010, p.32). À l'occasion d'un entretien réalisé par Laurent Etre et Rosa Moussaoui, Slavoj Žižek est encore plus direct et plus explicite : « le devoir d'un philosophe n'est pas d'inventer un programme ou de trouver des solutions politiques, mais de montrer comment la perception biaisée d'un problème peut le mystifier » (Žižek, 2010).

Le programme postsocialiste d'Antonio Negri entend repenser le commun par le communisme. Par cette réflexion, il cherche à élaborer les bases d'un renouveau du communisme. Antonio Negri s'inscrit dans la continuité de Karl Marx pour élaborer un programme postsocialiste dont le seul but est de socialiser la mondialisation capitaliste. Il déclare qu'« on ne peut construire qu'à partir de [l'ontologie] : ce n'est pas le parti qui unifie, c'est l'ontologie qui unifie, le parti suit » (Negri, 2018, p. 76). C'est donc l'ontologie marxienne qui constitue la source d'inspiration de la pensée d'Antonio Negri et sert à légitimer son programme postsocialiste. Il peut alors ajouter

qu'« à un certain moment de sa pensée, Marx a eu besoin de la Commune de Paris pour faire le saut et concevoir le communisme en termes concrets comme une solution de rechange effective à la société capitaliste » (Negri et Hardt, 2000, p. 258). En d'autres termes, le spectre de Karl Marx plane toujours dans la construction du projet postsocialiste. Il s'agit essentiellement de relancer Karl Marx dans le processus de la suppression du capitalisme à travers la lutte globale et commune.

Les mouvements anticapitalistes, les campagnes incessantes pour l'égalité et les forums sociaux mondiaux sont les signes de construction du commun, du communisme. En répondant à leurs détracteurs qualifiant le programme postsocialiste d'anarchisme, Antonio Negri et Michael Hardt répondent :

Non, nous ne sommes pas des anarchistes mais des communistes qui ont vu à quel point la répression et la destruction de l'humanité ont été perpétuées par les grands gouvernements libéraux et socialistes. Nous avons vu comment tout cela est en cours de ré-création dans le gouvernement impérial, au moment même où les circuits de coopération productrice ont mis la main-d'œuvre, dans son ensemble, en état de constituer elle-même en gouvernement (Negri et Hardt, 2000, p. 423).

Autrement dit, le programme postsocialiste doit naître de la conscience commune dans un contexte de la révolte de tous ceux qui ont eu le sentiment d'être blessés par les méfaits de la société capitaliste et méconnus par la société elle-même. Selon Antonio Negri,

C'est évident quand on tient compte de l'analyse de l'hégémonie du travail immatériel dans les termes où nous avons essayé de la faire. Bien évident, il existe des hiérarchies et des divisions du travail au sein de l'économie mondialisée dont certaines sont peut-être plus rigides encore qu'elles ne l'étaient autrefois ; mais ces différents acteurs fonctionnent simultanément, dans la même dimension temporelle, et interagissent à l'intérieur du système global sans qu'il y ait pour cela de la relation entre les différents stades de développement (Negri, 2011, pp. 67-68).

Le développement présente désormais une inflexion autre : il avance en même temps que la socialisation de la production, avec la formation de relations communes et de circuits de communication et de coopération, parce qu'il ne peut aujourd'hui y avoir de développement sans extension parallèle de la socialisation de la production. Ce qui est mort, dans le socialisme, c'est donc la notion de transition qui se modelait à partir du système capitaliste du développement.

Toutes ces transformations économiques ont également fait émerger les soubassements de l'État, par le bas tous les mécanismes centralisateurs et autoritaires du contrôle étatique. Il faudrait souligner, ici aussi, la manière dont cette idée du rôle progressif du contrôle étatique dans le développement économique a été modelée à partir des impératifs de l'organisation capitaliste du travail, et comment elle a été pensée



comme un instrument efficace pour combler le retard accumulé par rapport au développement capitaliste.

Aujourd'hui, l'horizon économique ne peut qu'être soutenu de manière directe par une série de biens communs. Negri indique que « nous devons donc trouver un moyen pour passer du paradigme socialiste qui veut que la distribution des biens sociaux et les règles d'investissement soient déterminées de dehors – à une conception fondée au contraire sur la pré-condition commune de la socialisation de la production » (Negri, 2011, p. 69). En d'autres termes, nous devons passer des pratiques centralisatrices et autoritaires du socialisme à des pratiques d'auto-organisation économique. Comme il l'avait déjà souligné, « c'est à partir d'une analyse de transformation de l'économie que nous pouvons mettre en évidence ce déplacement : l'hégémonie du travail immatériel dans l'économie mondialisée rend désormais impraticable le vieux paradigme du contrôle étatique » (Negri, 2011, p. 69). Mais il faudrait également souligner à quel point ce changement politique est attirant – et pour cela réexaminer de manière extrêmement précise tout à la fois la forme-État elle-même, le concept de la présentation politique et démocratique, et les instructions dont il s'est doté. Cela signifie que quand nous attaquons les formes capitalistes du contrôle étatique (et toutes les horribles permutations néolibérales qui en sont faites), nous devons aussi critiquer les formes développées par l'État socialiste. Cela va bien au-delà de la simple critique au modèle totalitaire de l'Union soviétique, et cela nous oblige à reconsidérer le caractère démocratique de l'État socialiste comme la possibilité d'explorer des formes de représentation politique nouvelles.

Selon Antonio Negri, ce qui est encore vivant dans la tradition socialiste, c'est essentiellement le désir de démocratie et d'égalité qui a animé les politiques socialistes depuis leur origine. Il déclare :

Dans un essai publié en langue anglaise dans son volume *China's New Order*, Wang Hui explique brillamment que l'héritage des luttes pour le socialisme nous enseigne en réalité que l'on ne peut pas séparer l'exigence de démocratie de l'exigence d'égalité sociale. Il est absolument vrai, comme il nous le rappelle que le projet maoïste d'élimination des « trois différences » - entre les travailleurs de l'industrie et les paysans, entre les villes et les campagnes, entre le travail intellectuel et le travail manuel - est encore aujourd'hui extrêmement important, tout comme la lutte pour éliminer toutes les autres formes de hiérarchie - entre les hommes et les femmes, entre les différents groupes ethniques, entre toutes les régions du monde, etc. (Negri, 2011, pp. 70-71).

Antonio Negri veut montrer simplement que s'il peut exister aujourd'hui un programme politique postsocialiste, son premier intérêt doit aller au développement d'une nouvelle notion de démocratie et de nouvelles institutions démocratiques aussi

bien qu'à l'échelle nationale qu'à celle de la mondialisation. Cette notion doit intégrer les luttes pour l'égalité.

En ce sens, bien des mouvements qui se sont élevés contre l'ordre capitaliste mondial nous semble prometteurs du communisme. Ces mouvements se construisent à partir de l'héritage du socialisme, qu'ils entraînent dans des directions nouvelles. Il existe de très nombreuses situations dans lesquelles les combats politiques ont un but local et spécifique et arrivent pourtant immédiatement à atteindre la structure globale du pouvoir dans son ensemble. Antonio Negri cite en exemple

Le mouvement contre la construction d'une digue monstrueuse sur le fleuve Narmada, en Inde. C'est très clairement un phénomène local et national, qui a à voir avec le droit à la terre, la dette de l'État, la redistribution de la richesse nationale, etc. Mais quand ces hommes s'opposent à la digue, ils s'opposent immédiatement aussi à la banque mondiale, qui encourage des grands travaux de ce genre et qui prête l'argent à l'État indien. Ou bien pensons à la révolte zapatiste au Chiapas. Dans ce cas aussi, au Mexique, c'est une histoire locale et nationale : racisme contre les populations indigènes, réforme du système de redistribution de la terre, droits légaux et représentation de la société mexicaine. Mais dès le début, zapatistes se sont aussi mobilisés contre les accords NAFTA, en reconnaissant que la construction néolibérale de zones libre-échange était impliquée par les politiques du gouvernement mexicain (Negri, 2011, p. 71-72).

Bien plus, Antonio Negri ne perd pas de vue la lutte des travailleurs Sem Terra au Brésil, celle des mouvements indigènes en Bolivie, et les différents mouvements qui, en Europe comme en Afrique du Nord, se définissent comme « antiglobalisation » (Negri, 2011, 72). Il soutient, par ailleurs, que « les mouvements sociaux de 1989, en Chine la révolte de Tien An Men possèdent une connexion « interne » avec tout ce cycle de luttes » (Negri, 2011, p. 72).

Bien sûr, il serait bien plus facile de considérer ces luttes, et toutes les innombrables autres qui ont lieu ailleurs, comme séparées les unes des autres dans la mesure où elles se fondent sur des problématiques spécifiques et très locales mais nous devons au contraire être capables de reconnaître ce qu'elles ont en partage comme « plus petit commun dénominateur » (Negri, 2011, p. 73) en termes d'aspiration commune maximale acceptable par la multitude. Autrement dit, la construction d'une démocratie globale, ou du moins la démocratisation du système global doit être fondée sur l'égalité sociale. Comme l'affirme Antonio Negri, « tout mouvement est, à sa manière, confronté non seulement au caractère antidémocratique de son propre gouvernement national, mais avec celui de l'Empire global lui-même ; chacun en reconnaît donc les dommages et réclame au contraire de la démocratie et de l'égalité » (Negri, 2011, 73).



Ces mouvements sont une ressource disponible pour la construction d'un programme postsocialiste. Bien entendu, il faut bien plus que cela. Le projet de développer non seulement les institutions de la démocratie globale mais d'en construire le concept est une tâche énorme, qui demandera des ressources immenses.

Conclusion

La volonté de construire le communisme a parcouru toute la réflexion d'Antonio Negri depuis l'opéraïsme italien où il transite par l'aile gauche du parti socialiste pour rejoindre le Parti Communiste Italien. De même, cette volonté s'est aussi clarifiée au contact du courant altermondialiste dont Antonio Negri fait partie de la tendance qui a appuyé le « Oui » au projet de traité constitutionnel européen, susceptible à ses yeux, de « faire disparaître cette merde d'État-nation » afin de faire place au communisme (De Fillipis et Losson, 2005). La politique postsocialiste est le communisme qu'Antonio Negri trouve comme la seule « possibilité de reconstruire et de reconquérir des valeurs d'amitié, de communauté, des valeurs fondamentalement dures devant ce bouleversement qui était en train de se développer » (Negri, 1997, p. 14). C'est la raison pour laquelle, le dépassement de la pseudo-mondialisation teintée du capitalisme passe par la construction d'une altermondialité.

Références Bibliographiques

- Badiou A., (2010), « Hypothèse communiste », in L'idée de communisme, Conférence de Londres, 2009, sous la direction d'Alain Badiou et Slavoj Žižek, [Fécamp], Nouvelles éditions Lignes.
- Bance P., (2013), « Antonio Negri et Michael Hardt, les mécanos de la Sociale », in Autre FUTUR.net, disponible sur le site <http://www.autrefutur.net/>, consulté le 26 juillet 2024.
- De Fillipis V. et Losson C., (2005), « Oui, pour faire disparaître cette merde d'État-nation », in Libération, 13 mai 2005, lire en ligne [archive], disponible sur le site https://www.liberation.fr/france/2005/05/13/oui-pour-faire-disparaitre-cette-merde-d-etat-nation_519624/, consulté le 23 juin 2024.
- Georgesco F., (2023), « Le philosophe italien Toni Negri est mort », disponible sur le site https://www.lemonde.fr/disparitions/article/2023/12/16/le-philosophe-italien-toni-est-mort_6206182_3382.html, consulté le 21 juin 2024.
- Haber S., (2010), « La puissance du commun », in La vie des idées.fr, disponible sur le site <http://www.laviedesidees.fr/la-puissance-du-commun.html>, consulté le 26 juillet 2024.
- Löwy M., (2017), « Toni Negri. Histoire d'un communiste », in Actuel Marx, no 61, janvier.
- Marx K. et Engels F., (1976), Œuvres choisies, tome premier, Éditions Du Progrès, Moscou.

- Mutines Séductions, (2004), «Négrisme & Tute blanche : une contre-révolution de gauche », disponible sur le site <http://mutinesseductions.free.fr/negrisme/portraitnegri.html> , consulté le 21 juin 2024.
- Negri A., (1996), Marx au-delà de Marx. Cahiers de travail sur les « Grundrisse », Éditions L'Harmattan, Paris.
- Negri A., (1997), « Construire la lutte, c'est toujours construire des sujets », Chimères. Revue des schizoanalyses, N° 32, hiver.
- Negri A., (2001), « L'Empire, stade suprême de l'impérialisme », in Le monde diplomatique, janvier.
- Negri A., (2010a), « Est-il possible d'être communiste sans Marx ? », traduit de l'italien par Jacques Bidet, Actuel Marx, n° 48, « Communisme », deuxième semestre.
- Negri A., (2010b), « Communisme : quelques réflexions sur le concept et la critique » traduit de l'italien par Luca Saiza, in L'idée de communisme, Conférence de Londres, 2009, sous la direction d'Alain Badiou et Slavoj Žižek, [Fécamp], Nouvelles éditions Lignes.
- Negri A., (2011), Traversée de l'Empire, Éditions de L'Herne, Paris.
- Negri A., (2018), Travail vivant contre capital, Les éditions sociales, Paris.
- Negri A., Cocco G., (2007), Global. Luttés et biopouvoir à l'heure de la mondialisation : le cas exemplaire de l'Amérique latine, Éditions Amsterdam, Paris.
- Negri A., et Hardt M., (2000), Empire, Éditions Exils, Paris.
- Negri A., et Hardt M., (2004), Multitude : guerre et démocratie à l'âge de l'Empire, Éditions La Découverte, Paris.
- Negri A., et Hardt M., (2012), Commonwealth (The Belknap Press of Harvard University Press, 2009, traduit de l'anglais (États-Unis) par Elsa Boyer, Éditions Stock, Paris.
- Rancière J., (2009), « L'impunité politique », in Moments politiques, Éditions La Fabrique, Lux.
- Sintomer Y., (2023), « Pour Toni Negri, philosophe, intellectuel et militant », disponible sur le site <https://mouvements.info/pout-toni-negri-philosophie-intellectuel-et-militant/> , consulté le 26 juillet 2024.
- Žižek S., (2010), « Le devoir d'un philosophe n'est pas d'inventer un programme ou de trouver des solutions politiques, mais de montrer comment la perception biaisée d'un problème peut le mystifier », entretien réalisé par Laurent Etre et Rosa Moussaoui dans L'Humanité du 26 janvier 2010.